



S.E. Park Geun-hye, Présidente

République de Corée

president@president.go.kr

Références : RP/DB

Personne à contacter : StopPrivatisation@world-psi.org

21 février 2014

Votre Excellence et Messieurs les Ministres,

Appel urgent au gouvernement de Corée du Sud en faveur du respect des droits des travailleurs/euses

Au nom de l'Internationale des Services Publics (PSI), je souhaite vous faire part de notre vive inquiétude face aux actes de répression extrêmes perpétrés par votre gouvernement à l'encontre des travailleurs/euses et des syndicats sud-coréens, qui témoignent d'un mépris manifeste à l'égard des normes internationales du travail.

C'est principalement l'incarcération injustifiée de 12 dirigeants syndicaux pour leur simple participation à des actions de grève – mouvement jugé légal partout ailleurs dans le monde – qui nous préoccupe. La Corée du Sud invoque régulièrement « le principe d'entrave à la loi commerciale » afin de considérer les actions de grève comme un délit et ce, malgré les directives claires de l'Organisation internationale du Travail (OIT) interdisant strictement l'emprisonnement de syndicalistes ayant participé à des grèves pacifiques. Ces efforts déployés pour anéantir les syndicats en supprimant leurs dirigeants viennent généralement s'ajouter aux excessives poursuites judiciaires pour dommages et intérêts contre les syndicats, dans le seul objectif de les intimider et de les mettre en faillite. Selon nos sources, 125 milliards de wons sud-coréens (soit 117 millions de dollars) de dommages et intérêts auraient été réclamés à la Confédération syndicale coréenne (*Korean Confederation of Trade Unions, KCTU*), à ses affiliés ou à ses membres. Ces actions en justice abusives contre des individus ont conduit à de nombreux suicides en Corée du Sud. De tels actes, qu'une démocratie mûre ne commettrait jamais, représentent une déclaration de guerre contre les travailleurs/euses et les syndicats.

Malgré les promesses électorales d'augmenter les allocations de retraite pour les personnes âgées et de ne pas céder à la privatisation des services publics, votre gouvernement affaiblit désormais le système des retraites national et tente de privatiser les services de transport, de santé, d'éducation, d'eau et d'énergie,

entre autres services publics essentiels. A ces mesures viennent s'ajouter les attaques de votre gouvernement contre les syndicats du secteur public qui plaident en faveur de services publics de qualité.

Votre décision d'annuler l'enregistrement du Syndicat coréen des enseignants et travailleurs de l'éducation (*Korean Teachers and Education Workers' Union, KTU*), ainsi que le refus persistant de reconnaître le Syndicat coréen des employés du gouvernement (*Korean Government Employee's Union, KGEU*) viennent confirmer cette attaque concertée. De surcroît, votre gouvernement tente de revenir de façon unilatérale sur les accords de négociation collective des travailleurs/euses du secteur public, en vue de diminuer leurs avantages et de restreindre leurs droits. A nouveau, la communauté internationale, notamment l'OIT, a vigoureusement condamné ces décisions mais s'est heurtée au silence de votre gouvernement.

Cela fait deux décennies que la République de Corée est devenue membre de l'OIT, et 17 ans qu'elle a rejoint l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). A l'époque, elle s'était engagée à aligner ses lois et ses pratiques sur les normes internationales relatives aux droits fondamentaux des travailleurs/euses, notamment en matière de négociation collective et de liberté syndicale. Les progrès réalisés en ce sens sont désormais réduits à néant.

A cet égard, nous apportons notre plein soutien à la Grève du Peuple, qui se tiendra le 25 février 2014. Nous nous tiendrons aux côtés du mouvement syndical coréen afin de garantir le respect total des droits humains et syndicaux, ainsi que des services publics de qualité en Corée. Nous appelons nos gouvernements à revenir sur leurs engagements avec la Corée et reconsidérerons nos accords commerciaux avec les sociétés sud-coréennes. Cette nouvelle vague de répression systématique dans laquelle votre gouvernement s'est lancé, et dirigée contre les citoyen(ne)s, les travailleurs/euses ainsi que les syndicats, n'est pas digne d'une démocratie ouverte.

Nous exhortons votre gouvernement à libérer immédiatement l'intégralité des travailleurs/euses incarcéré(e)s pour leur participation à des grèves ou leur appartenance à des organisations syndicales, à reconnaître les droits légaux des travailleurs/ses du secteur public et de leurs syndicats, ainsi qu'à mettre un terme aux pratiques généralisées de réclamations de dommages et intérêts visant à mettre à mal les syndicats.

Cordialement,



Rosa PAVANELLI
Secrétaire générale de la PSI

Cc
Yoo Jeong-bok,
Ministre de la Sécurité et de l'Administration publique
crm@mospa.go.kr
Kim Kyung-wook,
Directeur général de la politique du rail
Ministère du Territoire, des Infrastructures et du Transport
kkw0343@korea.kr